

ensemble tout devient possible



sarkozy.fr

Paris, le 18 AVR. 2007

Cher Monsieur,

Vous avez souhaité connaître mon programme en terme de promotion de l'agriculture raisonnée et de lutte contre les pesticides ainsi que sur ma position relativement à la culture des OGM.

Vous le savez, mon engagement pour la révolution écologique n'est pas récent puisque dès octobre 2005, je me suis engagé à ce qu'en l'espace d'une législature nous prenions les mesures qui permettront de relever les défis écologiques sur une génération, deux pour le climat. Mes priorités pour le développement durable sont la lutte contre le changement climatique, la biodiversité et la santé environnementale.

Je ne veux pas d'une politique de réductrice mais au contraire une politique qui appuie la croissance sur l'environnement et l'équité sociale sur l'écologie.

L'inquiétude ne vient pas de la connaissance du danger. Elle vient du sentiment que la vérité est dissimulée, que les moyens d'expertise ne sont pas à la hauteur des risques et que, par voie de conséquence, les bonnes décisions ne sont pas prises.

C'est pourquoi je propose et j'exigerai que la transparence de l'information devienne la règle. Je vous rappelle d'ailleurs que c'est la Droite qui a donné au principe de précaution une valeur constitutionnelle. Ce principe ne constitue ni un arrêt du progrès technique, ni une défiance devant la science. Il est un principe de prudence renforcée qui consiste, devant une innovation technologique envisagée, à se donner les moyens de mieux en connaître les risques, de mieux les prévenir, et de mieux analyser les avantages et les inconvénients du progrès proposé. Il n'est pas un principe d'inaction, mais au contraire un principe d'action. S'il avait été appliqué par le passé, il aurait évité bien des drames.

Je propose qu'en matière environnementale, nous nous dotions d'un comité national du même niveau, de la même indépendance, de la même autorité, que le comité national d'éthique. Ce comité devra être indépendant, réunir les meilleurs spécialistes de notre pays et pouvoir s'autosaisir ou être alerté par tout citoyen craignant pour sa santé. Il sera consultatif mais avec une autorité suffisamment grande pour que les citoyens aient confiance et que les pouvoirs publics ne puissent pas l'ignorer. Par ce biais je crois qu'il sera possible de redonner aux Français, confiance dans leur environnement ce qui est le préalable à toute politique volontaire dans ce domaine.

.../...

S'agissant spécifiquement de la question de l'agriculture biologique, la France doit couvrir par sa propre production la consommation nationale de produits issus de l'agriculture biologique d'ici 2020. Aujourd'hui, il est parfaitement incompréhensible que la France importe 70% des produits bio qu'elle consomme, parce que le marché du bio est trop étroit pour compenser les surcoûts supportés par les agriculteurs. J'ai proposé que la commande publique soit orientée vers l'agriculture durable, dont l'agriculture biologique. En tant que Président du Conseil général des Hauts-de-Seine, j'ai déjà décidé que les cantines scolaires du département seraient autant que possible approvisionnées en produits bio pour tous les produits possibles. Naturellement, nous prendrons les mesures pour couvrir les difficultés financières pendant la période de transition.

Dans le même esprit, je sais à quel point il est essentiel de renforcer les crédits attribués à la recherche européenne et de réexaminer la répartition de ces crédits, notamment pour l'agriculture biologique, afin que la France puisse rattraper son retard dans ce domaine.

Je veux également revenir sur le problème de l'utilisation des pesticides sur lequel vous m'interrogez. L'objectif actuel est une réduction de 50% des pesticides les plus dangereux d'ici 2009. C'est l'une des politiques les plus ambitieuses de l'Union Européenne. Par ailleurs, je veux que le principe de substitution des produits phytosanitaires les plus dangereux par des produits moins nocifs soit à nouveau débattu. Pour autant, j'estime que ces mesures ne sont qu'un premier pas.

S'agissant de l'opportunité d'imposer un moratoire sur la culture d'OGM en France, j'estime que cette question mérite en effet d'être posée. Je ne suis pas encore convaincu du bénéfice environnemental ou sanitaire des OGM actuellement produits. Force est de constater que ces cultures n'ont pas permis de réduire l'utilisation de produits phytosanitaires, ni de cultiver des plantes dans des conditions climatiques extrêmes ou d'améliorer la sécurité sanitaire.

Pour autant, les données actuelles ne permettent pas de décider dans l'urgence d'un moratoire. La seule culture d'OGM en France, le maïs MON810, a été autorisée par le Gouvernement de Lionel JOSPIN en 1998. Aucune donnée nouvelle sur cette culture ne permet à ce jour d'en interdire la production. Le maïs MON863 importé a fait l'objet d'une étude controversée et remise en question par les ONG gouvernementales. Ces données sont actuellement soumises à l'agence européenne de sécurité alimentaire qui doit se prononcer dans les prochains jours.

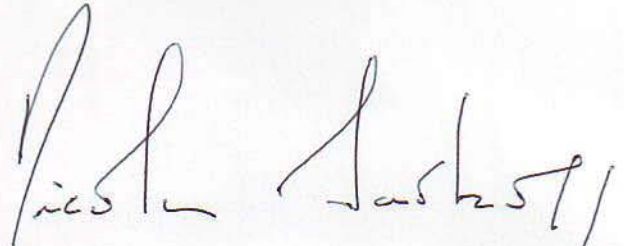
Le dispositif de sécurité sanitaire et environnemental mis en place en France et en Europe vise justement à répondre à ce type de situation. Il appartient aux experts reconnus et indépendants de présenter leurs conclusions. C'est au regard de ces expertises que les responsables publics doivent se prononcer. Je ne nie pas aux ONG environnementales la légitimité de leurs analyses. Elles ont un rôle d'alerte qui a conduit les responsables publics à saisir les agences sanitaires. Pour autant, seules ces dernières peuvent présenter des expertises qui servent de base à la décision. Je crains qu'une décision dans l'urgence, dans le contexte très particulier d'une campagne présidentielle, ne jette injustement le doute sur notre système sanitaire.

.../...

Dès que nous disposerons des conclusions de l'Agence européenne de sécurité alimentaire, je me prononcerai sur l'opportunité d'un moratoire. Pour autant, je souhaite que les recherches et expérimentations sur les OGM se poursuivent, car ces plantes peuvent constituer demain un espoir médical, environnemental si elles permettent de réduire l'utilisation de pesticides et d'engrais, mais également pour toutes les populations vivant dans des pays subissant des conditions climatiques extrêmes.

Tels sont les éléments de réponse que je souhaitais apporter à vos interrogations. La question des OGM mérite un débat public passionné avec la communauté scientifique, les représentants des ONG environnementales, des utilisateurs et des producteurs, mais également des consommateurs. C'est un enjeu économique, social et environnemental qui interroge notre conception même du progrès. Nombre d'autres questions relatives au développement durable méritent d'être posées telles que notre degré d'acceptation de contraintes pour répondre à l'urgence climatique ou la nécessité de reconnaître des droits spécifiques aux animaux. Ce sont des sujets de société que je souhaite poser au sein d'un « Grenelle du développement durable » qui pourrait se réunir dès l'automne.

Je vous prie de croire, Cher Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Nicolas SARKOZY,  
Candidat à l'élection présidentielle

Monsieur François VEILLERETTE  
Président du Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures  
40 rue de Malte  
75011 PARIS